



© Philidor-AdobeStock

par Jean-Dominique Delaveau **HANDICAP** | 07/12/2018 **L'éducation inclusive veut faire un saut qualitatif**
Le congrès annuel de l'Andev s'est déroulé à Saint-Étienne, du 28 au 30 novembre, sur le thème de "L'éducation inclusive : un projet de société ?". Au terme de débats qui donneront lieu à la publication prochaine d'un Manifeste, tant du côté de l'Éducation nationale que des collectivités territoriales, la réponse à la question est manifestement positive. Pour les "enfants à besoins particuliers" comme pour les autres.

Association nationale des directeurs et des cadres de l'éducation des villes et des collectivités territoriales, tel est le nouvel acronyme de l'Andev qui se limitait initialement aux villes mais qui connaît aussi un fort développement dans les intercommunalités et les départements.

L'association avait choisi pour thème de son congrès l'éducation inclusive c'est-à-dire l'adaptation des univers scolaire, périscolaire et extrascolaire pour accueillir non seulement tous les enfants porteurs de handicaps mais aussi tous ceux qui rencontrent des difficultés psychologiques, sociales, culturelles ou linguistiques.

Bien des pays ont depuis longtemps pris cette orientation : la Finlande, l'Italie, la Grande Bretagne ou certains états canadiens notamment et leurs résultats brillent plus que ceux de la France dans les études et les classements internationaux.

Accueillants et solidaires

Les données scientifiques attestent en effet que l'inclusion bénéficie à tous les enfants, ordinaires ou « extraordinaires », comme les ont baptisé plusieurs intervenants. De fait, dans les lieux éducatifs inclusifs, sous réserve d'une pédagogie adaptée, les enfants en général se montrent accueillants et solidaires vis-à-vis de leurs camarades « différents ».

Beaucoup d'animateurs et d'enseignants y voient un plus en termes d'apprentissage des valeurs civiques. Ils se reconnaissent dans la phrase de Desmond Tutu que l'Andev avait mis en exergue de son congrès : « l'éducation inclusive de bonne qualité est une fondation pour une société dynamique et équitable ».

« Dans la logique inclusive, c'est à l'école de s'adapter pour apporter une réponse scolaire au plus près des besoins de chaque élève », indique Serge Thomazet, enseignant chercheur à l'Espé de Clermont-Auvergne.

Motiver les familles

La place des familles des « enfants à besoins particuliers » est jugée déterminante. D'abord pour qu'elles osent la scolarisation en milieu ordinaire. Les grands réseaux d'établissements médico-sociaux comme par exemple l'Unapei jouent désormais à fond le jeu de l'inclusion scolaire et y participent activement.

Mais le même problème se pose pour motiver les familles à confier leurs enfants à des accueils de loisirs inclusifs. Les résultats de la récente concertation « famille et handicap » viennent de révéler que 38 % des familles déclarent ne pas disposer de modes de garde le mercredi et pendant les vacances pour leurs enfants porteurs de handicap et que près d'une famille sur deux ne formule même pas de demande auprès de la mairie pour accéder aux activités périscolaires.

L'éducation inclusive est donc bien un enjeu de société pour soulager les familles, changer le regard sur le handicap et épanouir ensemble, sans discriminations, tous les enfants.

Le ministère de l'Éducation nationale a en tout cas entrepris de rattraper son retard. Tel est le sens du message vidéo adressé par Jean-Michel Blanquer à l'ouverture du congrès de l'Andev. Il y fait référence à la concertation ouverte jusqu'en février 2019, « Ensemble pour une école inclusive », menée conjointement avec le secrétariat d'État chargé des personnes handicapées.

L'objectif est de parvenir avant quatre ans, à une « école de la République pleinement inclusive », d'opérer un « saut qualitatif majeur » en matière de scolarisation des enfants en situation de handicap, en s'appuyant notamment sur les collectivités territoriales, les associations, les parents.

Ça coince pour les AESH

Le premier axe de concertation concerne les attentes des familles et des associations en vue de « simplifier le processus de scolarisation, de rétablir une relation de confiance entre l'école et les familles à partir d'un projet personnalisé de scolarisation (PPS) révisité et d'envisager la création de pôles ressources dans les établissements scolaires ».

Un autre axe vise à compléter la mise en œuvre des pôles inclusifs d'accompagnement localisé (Pial) expérimentés depuis cette année dans toutes les académies pour soutenir dans les établissements scolaires et les unités localisées pour l'inclusion scolaire (Ulis) la mise en place et la coordination des aides humaines, pédagogiques, médicales et médico-sociales indispensables.

Le troisième axe est celui qui coince le plus pour l'instant : la mise en place d'un « métier d'accompagnant attractif avec des perspectives d'avenir ».

Pour l'heure, les accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH), qui remplacent les auxiliaires de vie scolaire (AVS), peinent à être recrutés au niveau Bac exigé et à être pérennisés ou à obtenir suffisamment d'heures de travail pour vivre décemment.

Et ce sont souvent des Atsem, non formées à l'accompagnement des élèves handicapés qui pourvoient encore souvent au manque de postes. Cette pénurie est pour beaucoup de familles le principal frein à la scolarisation de leurs enfants.

30.000 parcours emploi compétences (PEC) sont néanmoins budgétés et de nouvelles formations et qualifications sont à l'étude et les postes pourraient évoluer vers des pleins temps en intervenant aussi dans le cadre périscolaire (Plans mercredi notamment), quitte à être employés pour partie par l'Éducation nationale et pour partie par les collectivités.

Une fréquentation 5 fois inférieure

Du côté des collectivités territoriales, il reste énormément à faire: la Cnaf, très investie dans le soutien à l'inclusion, souligne que « le niveau de fréquentation des enfants en situation de handicap dans les accueils de loisirs est aujourd'hui 5 fois inférieur à la fréquentation de l'ensemble des enfants ».

La situation n'est guère meilleure dans les crèches et autres établissements d'accueil du jeune enfant : 0,7 % du public relève du handicap alors qu'environ 2 % d'une classe d'âge en relève.

Les problèmes logistiques qui se posent pour l'inclusion dans les accueils de loisirs sont assez aisément résolus, sous réserve d'y investir des moyens. La fourniture de ressources médicales et médico-sociales est souvent plus compliquée, tout comme la formation des professionnels des crèches ou de l'animation.

Plus difficiles encore sont l'organisation et la compréhension du travail en équipes pluridisciplinaires, surtout si elles ont l'intelligence d'associer les familles des enfants. Les collectivités et les CAF consacrent donc des moyens importants pour renforcer les équipes, créer des pôles d'appui médico-sociaux et faire évoluer les postures professionnelles.

Ceux qui osent s'en féliciter

Le succès est au rendez-vous pour celles qui osent. À Fontaine (Isère), la municipalité et la CAF soutiennent par exemple l'association Loisirs Pluriel Porte des Alpes, créée en 2013 par des parents d'enfants handicapés : un centre de loisirs mixte, implanté dans des locaux scolaires, qui accueille les mercredis et pour les vacances une soixantaine d'enfants dont plus de la moitié sont porteurs de handicaps.

Dirigée par une éducatrice spécialisée, et avec un taux d'encadrement d'un animateur pour trois enfants, la structure affiche complet : « Chez nous, des enfants autistes jouent avec des enfants trisomiques, des enfants polyhandicapés éclatent de rire avec les enfants valides.

À Loisirs Pluriel, c'est la garantie inconditionnelle de l'accueil de tout enfant, car chacun a droit de vivre et grandir au milieu de ses pairs ». L'organisation régulière de sorties avec les familles est un autre point fort d'une approche pédagogique qui considère comme indispensable d'associer, impliquer et soutenir les parents.

Ce qui a fait dire à Rozenn Merrien, présidente de l'Andev « Ce n'est plus à l'enfant ou au jeune de s'intégrer mais au service public d'éducation dans son ensemble (école, accueils de loisirs et autres temps sociaux), d'engager la transformation nécessaire pour s'adapter à chacun.

321 476 élèves handicapés scolarisés

A la rentrée 2017, selon le ministère, on comptait 321 476 élèves handicapés scolarisés, parfois juste quelques heures, dans les écoles et publiques et privées, dont 181 158 dans le premier degré. Le public potentiel est de plus de 400 000 élèves, sans compter ceux, très nombreux, porteurs de déficiences légères mais justifiables d'un accompagnement spécifique pour éviter l'échec scolaire. Le taux de scolarisation croît nettement ces dernières années mais reste faible comparé à d'autres pays ou si on songe que c'est depuis 2005 que l'obligation scolaire en milieu ordinaire s'applique.

THÈME ABORDÉ

[Handicap](#)